

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

Cabot Place, Phase II

Box 4600

St. John's, NL

A1C 5T2

Bid Fax: (709) 772-4603

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

PWGSC / TPGSC - Nfld. Region

Cabot Place, Phase II, 6th Floor

Box 4600

St. John's, NL

A1C 5T2

Title - Sujet RISO PWGSC-Timber Supply	
Solicitation No. - N° de l'invitation E0224-132633/A	Date 2013-01-08
Client Reference No. - N° de référence du client E0224-132633	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$Xaq-031-5723
File No. - N° de dossier Xaq-2-35138 (031)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-02-19	Time Zone Fuseau horaire Newfoundland Standard Time NST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Baird, Janice	Buyer Id - Id de l'acheteur xaq031
Telephone No. - N° de téléphone (709)772-2999 ()	FAX No. - N° de FAX (709)772-4603
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA JOHN CABOT BLDG 6TH FL. 10 BARTERS HILL P.O.BOX 4600 ST JOHNS Newfoundland and Labrador A1C5T2 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes

4. Responsables
5. Utilisateurs désignés
6. Procédures pour les commandes subséquentes
7. Instrument de commande
8. Limite des commandes subséquentes
9. Limitation financière
10. Ordre de priorité des documents
11. Attestations
12. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Assurances
7. Clauses du *Guide des CCUA*

Liste des annexes :

- Annexe A - Besoin
Annexe B - Base de paiement
Annexe C - Caractères

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | <p>7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:</p> <p>7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;</p> <p>7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.</p> |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement et Caractères.

conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006 et 2007, les offrants doivent fournir une liste complète de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. De plus, chacun des individus inscrits sur la liste peut être tenu de remplir un formulaire de Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire et documentation connexe, tel que déterminé par la Direction des enquêtes spéciales, Direction générale de la surveillance.

pour les besoins assujettis à l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et à l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), l'énoncé suivant devrait être ajouté :

« Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI). »

2. Sommaire

Mettre en place une offre à commandes régionale individuelle pour la fourniture de bois sur une base fur et à mesure pour le ministère des travaux publics et Services gouvernementaux Canada être utilisé sur différents sites marins à Terre Neuve et Labrador.

Période d'offre à commandes :

Période dans l'ensemble de l'offre à commandes : environ 18 février 2013 au 28 février 2015. Une extension de trois 3 mois est disponible à la fin de la période d'offre permanente.

Dans l'ensemble valeur: 3,000,000.00 \$

3. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans *le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2012-11-19) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

M0019T (2007-05-25) Prix et(ou) taux fermes

C9000T (2010-08-16) Prix

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 7 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet

d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur « à » Terre-Neuve-et-Labrador et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)

Section II : offre financière (2 copies papier)

Section III: attestations (1 copies papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Les propositions seront évaluées de façon globale tous les éléments requis pour chacune des zones géographiques pour les deux années a demandé. Le soumissionnaire ayant le plus faible total global sera recommandé pour le prix de l'offre à commandes. Se verront offrir qu'une seule offre à commandes.

2. Méthode de sélection

2.1 clauses du Guide des CCUA

M0069T (2007-05-25) Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

1.1.1 En présentant une offre, l'offrant atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une offre, l'offrant atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par l'offrant, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. L'offrant et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant toute la période de l'offre à commandes ainsi que pour toutes commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les offrants qui sont incorporés, incluant ceux présentant des offres à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. Les offrants en présentant des offres à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux présentant des offres dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur offre ou le plus tôt

possible après le dépôt de celle-ci. Les offrants en présentant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'émission d'une offre à commandes et de tout contrat subséquent.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un offrant de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229)

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

2. Attestations additionnelles préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

2.1. Programme de contrats fédéraux - attestation

Programme de contrats fédéraux - 200 000 \$ ou plus

En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujetti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'état pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés

entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.

L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

L'offrant ou le membre de la coentreprise :

- () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'quit en matire d'emploi*, L.C. 1995, ch. 44;
- () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- () est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (*c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC*).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

2.2 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les "input-required">3 jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-132633/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

xaq031

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E0224-132633

File No. - N° du dossier

XAQ-2-35138

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

3. Exigences en matière d'assurance

Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe _____ *si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.*

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - c) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « X ».

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

2.2 Offres à commandes - établissement des rapports

3. Durée de l'offre à commandes

3.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du _____ au _____.

3.2 Prolongation de l'offre à commandes

4. Responsables

4.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : _____

Titre : _____

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

4.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

4.3 Représentant de l'offrant

(Compléter ou supprimer, s'il y a lieu.)

5. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : _____.

6. Procédures pour les commandes

7. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire *PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes*, ou une version électronique.

8. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 400,000.00 \$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

9. Limitation financière

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquentes à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 _____ (*insérer la date*), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) (*Supprimer si non applicable*) Les conditions générales supplémentaires _____ (*insérer le numéro, la date et le titre*);
- e) les conditions générales _____ (*insérer le numéro, la date et le titre des conditions générales qui s'appliqueront au contrat*);
- f) l'Annexe « X », Énoncé des travaux **OU** Besoin (*choisir selon le cas*);
- g) l'Annexe « X », Base de paiement (*s'il y a lieu*);
- h) l'Annexe « X », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (*s'il y a lieu*);
- i) l'Annexe « X », Exigences en matière d'assurance (*s'il y a lieu*);
- j) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*), (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre: « clarifiée le _____ » ou « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s).*)

11. Attestations

11.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-132633/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

xaq031

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E0224-132633

File No. - N° du dossier

XAQ-2-35138

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

12. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010A _____ (*insérer la date*), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article _____ (*insérer le numéro de l'article*), Intérêt sur les comptes en souffrance, de _____ (*insérer le numéro, la date et le titre des conditions générales qui s'appliquent*) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison doit se faire dans un délai de 14 jours civils à compter de la date de réception de la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement

4.2 Limitation des dépenses

(*Insérer le texte intégral de la clause C6001C*)

4.3 (*Insérer le titre de la clause appropriée*)

(*Insérer la clause appropriée par référence. Voir un exemple ci-dessous.*)

Clause du Guide des CCUA H1000C _____ (*insérer la date*), Paiement unique

4.4 Paiement par carte de crédit

(Le responsable de l'offre à commandes doit compléter une des clauses si l'offrant a accepté le paiement par carte de crédit {Visa, Master Card} tel que spécifié par l'offrant sous la Partie 3 de la demande d'offres à commandes.)

(Utiliser cette clause lorsque seulement une carte de crédit est acceptée)

La carte de crédit suivante est acceptée : _____.

OU

(Utiliser cette clause lorsque plus qu'une carte de crédit est acceptée)

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

5. Instructions pour la facturation

6. Exigences en matière d'assurance

(Insérer le texte intégral de la clause G1001C)

7. Clauses du Guide des CCUA

Annexe « A »**BESOIN**

Mettre en place une offre à commandes régionale individuelle pour la fourniture de bois sur une base fur et à mesure pour le ministère des travaux publics et Services gouvernementaux Canada être utilisé sur différents sites marins à Terre Neuve et Labrador.

Période d'offre à commandes :

Période dans l'ensemble de l'offre à commandes : environ 18 février 2013 au 28 février 2015. Une extension de trois 3 mois est disponible à la fin de la période d'offre permanente.

Exigence obligatoire (s) :

Il est obligatoire de fournir des prix pour tous les éléments et pour toutes les zones géographiques et pendant les deux ans. Faute de quoi vous jugent votre soumission irrecevable et éliminée sera donnée.

Évaluation :

Évaluation sera effectuée en utilisant les prix de chacune des 4 zones géographiques pour chacune des deux années. Les sous-totaux pour chacune des fiches de données de tarification seront ajoutés pour obtenir un agrégat global total. Le soumissionnaire ayant le nombre le plus bas total pour les 4 zones géographiques et les deux années sera recommandé pour le prix de l'offre à commandes.

Annexe « B »**BASE DE PAIEMENT****Basis of Payment:**

The offeror is requested to supply pricing for the supply of timber for the Department of Public Works and Government Services Canada to be used at various marine sites within Newfoundland and Labrador.

Pricing:

February 18, 2013 to February 28, 2014 St. John's & Avalon

Description	U of I	Est Qty	Unit Price	Total Price
<u>Treated Dimension Timber</u>				
<u>Softwood</u>				
1. (50-250) x (100-205) (0-4900)	M3	1,500	\$	\$
2. (206-300) x (206-300) (4901-6100)	M3	400	\$	\$
3. (206-300) x (206-300) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
4. (50-205) x (100-205) (4901-6100)	M3	3,000	\$	\$
5. (50-205) x (100-205) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
<u>Hardwood</u>				
6. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	150	\$	\$
7. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	50	\$	\$
<u>Wood Decking</u>				
8. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
9. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
<u>Utility Timber (bundles of 25)</u>				
10. (50-150) x (50-150) (0-4900)	M3	50	\$	\$
<u>Untreated Dimension Timber</u>				
<u>Hardwood</u>				
11. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	1,000	\$	\$
12. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	300	\$	\$
<u>Wood Decking</u>				
13. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
14. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$

Treated Timber Piles				
15. (No. 30) - (4500-12000)	LM	1,000	\$	\$
16. (No. 30) - (12200-16500)	LM	1,000	\$	\$
17. (No. 30) - (16600-20000)	LM	1,000	\$	\$
Treated Timber Poles				
18. (Class 3) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
19. (Class 4) - (7500-16500)	LM	1,000	\$	\$
20. (Class 5) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
Transportation				
Price per km.truck		30,000	\$	\$

Subtotal: \$ _____

February 18, 2014 to February 28, 2015 St. John's & Avalon

Description	U of I	Est Qty	Unit Price	Total Price
Treated Dimension Timber				
Softwood				
1. (50-250) x (100-205) (0-4900)	M3	1,500	\$	\$
2. (206-300) x (206-300) (4901-6100)	M3	400	\$	\$
3. (206-300) x (206-300) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
4. (50-205) x (100-205) (4901-6100)	M3	3,000	\$	\$
5. (50-205) x (100-205) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
Hardwood				
6. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	150	\$	\$
7. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	50	\$	\$
Wood Decking				
8. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
9. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
Utility Timber (bundles of 25)				
10. (50-150) x (50-150) (0-4900)	M3	50	\$	\$
Untreated Dimension Timber				
Hardwood				
11. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	1,000	\$	\$
12. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	300	\$	\$
Wood Decking				

13. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
14. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
Treated Timber Piles				
15. (No. 30) - (4500-12000)	LM	1,000	\$	\$
16. (No. 30) - (12200-16500)	LM	1,000	\$	\$
17. (No. 30) - (16600-20000)	LM	1,000	\$	\$
Treated Timber Poles				
18. (Class 3) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
19. (Class 4) - (7500-16500)	LM	1,000	\$	\$
20. (Class 5) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
Transportation				
Price per km.truck		30,000	\$	\$

Subtotal: \$ _____

February 18, 2013 to February 28, 2014 Gander & Central NL

Description	U of I	Est Qty	Unit Price	Total Price
Treated Dimension Timber				
Softwood				
1. (50-250) x (100-205) (0-4900)	M3	1,500	\$	\$
2. (206-300) x (206-300) (4901-6100)	M3	400	\$	\$
3. (206-300) x (206-300) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
4. (50-205) x (100-205) (4901-6100)	M3	3,000	\$	\$
5. (50-205) x (100-205) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
Hardwood				
6. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	150	\$	\$
7. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	50	\$	\$
Wood Decking				
8. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
9. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
Utility Timber (bundles of 25)				
10. (50-150) x (50-150) (0-4900)	M3	50	\$	\$

<u>Untreated Dimension Timber</u>				
<u>Hardwood</u>				
11. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	1,000	\$	\$
12. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	300	\$	\$
<u>Wood Decking</u>				
13. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
14. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
<u>Treated Timber Piles</u>				
15. (No. 30) - (4500-12000)	LM	1,000	\$	\$
16. (No. 30) - (12200-16500)	LM	1,000	\$	\$
17. (No. 30) - (16600-20000)	LM	1,000	\$	\$
<u>Treated Timber Poles</u>				
18. (Class 3) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
19. (Class 4) - (7500-16500)	LM	1,000	\$	\$
20. (Class 5) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
<u>Transportation</u>				
Price per km.truck		30,000	\$	\$

Subtotal \$ _____

February 18, 2014 to February 28, 2015 Gander & Central NL

Description	U of I	Est Qty	Unit Price	Total Price
<u>Treated Dimension Timber</u>				
<u>Softwood</u>				
1. (50-250) x (100-205) (0-4900)	M3	1,500	\$	\$
2. (206-300) x (206-300) (4901-6100)	M3	400	\$	\$
3. (206-300) x (206-300) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
4. (50-205) x (100-205) (4901-6100)	M3	3,000	\$	\$
5. (50-205) x (100-205) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
<u>Hardwood</u>				
6. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	150	\$	\$
7. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	50	\$	\$
<u>Wood Decking</u>				

8. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
9. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
<u>Utility Timber (bundles of 25)</u>				
10. (50-150) x (50-150) (0-4900)	M3	50	\$	\$
<u>Untreated Dimension Timber</u>				
<u>Hardwood</u>				
11. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	1,000	\$	\$
12. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	300	\$	\$
<u>Wood Decking</u>				
13. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
14. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
<u>Treated Timber Piles</u>				
15. (No. 30) - (4500-12000)	LM	1,000	\$	\$
16. (No. 30) - (12200-16500)	LM	1,000	\$	\$
17. (No. 30) - (16600-20000)	LM	1,000	\$	\$
<u>Treated Timber Poles</u>				
18. (Class 3) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
19. (Class 4) - (7500-16500)	LM	1,000	\$	\$
20. (Class 5) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
<u>Transportation</u>				
Price per km.truck		30,000	\$	\$

Subtotal \$ _____

February 18, 2013 to February 28, 2014 Corner Brook & Western NL

Description	U of I	Est Qty	Unit Price	Total Price
<u>Treated Dimension Timber</u>				
<u>Softwood</u>				
1. (50-250) x (100-205) (0-4900)	M3	1,500	\$	\$
2. (206-300) x (206-300) (4901-6100)	M3	400	\$	\$
3. (206-300) x (206-300) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
4. (50-205) x (100-205) (4901-6100)	M3	3,000	\$	\$

5. (50-205) x (100-205) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
Hardwood				
6. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	150	\$	\$
7. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	50	\$	\$
Wood Decking				
8. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
9. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
Utility Timber (bundles of 25)				
10. (50-150) x (50-150) (0-4900)	M3	50	\$	\$
Untreated Dimension Timber				
Hardwood				
11. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	1,000	\$	\$
12. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	300	\$	\$
Wood Decking				
13. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
14. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
Treated Timber Piles				
15. (No. 30) - (4500-12000)	LM	1,000	\$	\$
16. (No. 30) - (12200-16500)	LM	1,000	\$	\$
17. (No. 30) - (16600-20000)	LM	1,000	\$	\$
Treated Timber Poles				
18. (Class 3) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
19. (Class 4) - (7500-16500)	LM	1,000	\$	\$
20. (Class 5) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
Transportation				
Price per km.truck		30,000	\$	\$

Subtotal: \$ _____

February 18, 2014 to February 28, 2015 Corner Brook & Western NL

Description	U of I	Est Qty	Unit Price	Total Price
Treated Dimension Timber				
Softwood				

1. (50-250) x (100-205) (0-4900)	M3	1,500	\$	\$
2. (206-300) x (206-300) (4901-6100)	M3	400	\$	\$
3. (206-300) x (206-300) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
4. (50-205) x (100-205) (4901-6100)	M3	3,000	\$	\$
5. (50-205) x (100-205) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
Hardwood				
6. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	150	\$	\$
7. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	50	\$	\$
Wood Decking				
8. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
9. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
Utility Timber (bundles of 25)				
10. (50-150) x (50-150) (0-4900)	M3	50	\$	\$
Untreated Dimension Timber				
Hardwood				
11. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	1,000	\$	\$
12. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	300	\$	\$
Wood Decking				
13. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
14. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
Treated Timber Piles				
15. (No. 30) - (4500-12000)	LM	1,000	\$	\$
16. (No. 30) - (12200-16500)	LM	1,000	\$	\$
17. (No. 30) - (16600-20000)	LM	1,000	\$	\$
Treated Timber Poles				
18. (Class 3) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
19. (Class 4) - (7500-16500)	LM	1,000	\$	\$
20. (Class 5) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
Transportation				
Price per km.truck		30,000	\$	\$

Subtotal\$ _____

February 18, 2013 to February 28, 2014 Goose Bay & Labrador

Description	U of I	Est Qty	Unit Price	Total Price
<u>Treated Dimension Timber</u>				
<u>Softwood</u>				
1. (50-250) x (100-205) (0-4900)	M3	1,500	\$	\$
2. (206-300) x (206-300) (4901-6100)	M3	400	\$	\$
3. (206-300) x (206-300) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
4. (50-205) x (100-205) (4901-6100)	M3	3,000	\$	\$
5. (50-205) x (100-205) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
<u>Hardwood</u>				
6. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	150	\$	\$
7. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	50	\$	\$
<u>Wood Decking</u>				
8. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
9. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
<u>Utility Timber (bundles of 25)</u>				
10. (50-150) x (50-150) (0-4900)	M3	50	\$	\$
<u>Untreated Dimension Timber</u>				
<u>Hardwood</u>				
11. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	1,000	\$	\$
12. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	300	\$	\$
<u>Wood Decking</u>				
13. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
14. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$

<u>Treated Timber Piles</u>				
15. (No. 30) - (4500-12000)	LM	1,000	\$	\$
16. (No. 30) - (12200-16500)	LM	1,000	\$	\$
17. (No. 30) - (16600-20000)	LM	1,000	\$	\$
<u>Treated Timber Poles</u>				
18. (Class 3) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
19. (Class 4) - (7500-16500)	LM	1,000	\$	\$
20. (Class 5) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
<u>Transportation</u>				
Price Per KM. truck		30,000	\$	\$

Subtotal \$

February 18, 2014 to February 28, 2015 Goose Bay & Labrador

Description	U of I	Est Qty	Unit Price	Total Price
<u>Treated Dimension Timber</u>				
<u>Softwood</u>				
1. (50-250) x (100-205) (0-4900)	M3	1,500	\$	\$
2. (206-300) x (206-300) (4901-6100)	M3	400	\$	\$
3. (206-300) x (206-300) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
4. (50-205) x (100-205) (4901-6100)	M3	3,000	\$	\$
5. (50-205) x (100-205) (6101-12200)	M3	400	\$	\$
<u>Hardwood</u>				
6. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	150	\$	\$
7. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	50	\$	\$

<u>Wood Decking</u>				
8. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
9. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
<u>Utility Timber (bundles of 25)</u>				
10. (50-150) x (50-150) (0-4900)	M3	50	\$	\$
<u>Untreated Dimension Timber</u>				
<u>Hardwood</u>				
11. (100-150) x 150 (0-3600)	M3	1,000	\$	\$
12. (100-150) x 150 (3601-4900)	M3	300	\$	\$
<u>Wood Decking</u>				
13. (50-75) x (150-200) (0-4900)	M3	100	\$	\$
14. (50-75) x (150-200) (4901-6100)	M3	50	\$	\$
<u>Treated Timber Piles</u>				
15. (No. 30) - (4500-12000)	LM	1,000	\$	\$
16. (No. 30) - (12200-16500)	LM	1,000	\$	\$
17. (No. 30) - (16600-20000)	LM	1,000	\$	\$
<u>Treated Timber Poles</u>				
18. (Class 3) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
19. (Class 4) - (7500-16500)	LM	1,000	\$	\$
20. (Class 5) - (7500-16500)	LM	500	\$	\$
<u>Transportation</u>				
Price Per KM. truck		30,000	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-132633/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

xaq031

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E0224-132633

File No. - N° du dossier

XAQ-2-35138

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Subtotal \$ _____

Notes:

*** Pricing is broken down into 4 geographic locations and is also broken down into 2 separate years. Pricing is requested for February 2013 to February 2014 and February 2014 to February 2015.**

*** It is mandatory to provide pricing for all categories and both years. If the pricing is the same for a certain area or year please include the same pricing. If pricing is not provided for all geographic areas, your bid will be deemed non-responsive and no further evaluation will take place.**

*** The unit price quoted for each geographic area and each year is to include transportation cost to the metro area stated.**

*** The price per km. Truck requested is for delivery outside the metro areas.**

For additional items not listed in the above table, the wholesale prices as marked in your plant and warehouse sales offices on date of order less a discount of _____% will apply.

Annexe « C »

Spécifications

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

1. Étendue des travaux .1 Les travaux visés par le présent projet comprennent les installations, le matériel, les matériaux, la quincaillerie et la main-d'œuvre nécessaires la fourniture de bois d'échantillon traité et non traité, en stricte conformité avec le devis et conformément toutes les modalités du contrat.

2. Description des travaux .1 Les travaux comprendront, sans toutefois s'y limiter :

.1 La fourniture, le chargement, le transport et le déchargement de bois d'échantillon traité et non traité divers endroits, Terre-Neuve-et-Labrador.

3. Commandes subséquentes .1 Des listes de matériaux seront dressées par le représentant du Ministre pour chaque endroit et les matériaux seront fournis et livrés ces endroits par l'entrepreneur au fur et mesure des besoins.

4. Lieux des travaux .1 Le bois d'œuvre sera livré divers endroits, Terre-Neuve-et-Labrador.

5. Abréviations .1 Les abréviations des exigences normalisées suivantes sont utilisées dans le présent devis.

ONGC - Office des normes générales du Canada

CSA - Association canadienne de normalisation

CNCS - Commission nationale de classification des sciages

ASTM - American Society for Testing and Materials

.2 Lorsque ces abréviations et ces normes sont utilisées dans le cadre du projet, la plus récente version en vigueur la date de l'appel d'offres s'applique.

6. Activités sur les lieux .1 Faire attention de ne pas obstruer ou endommager les propriétés publiques et privées avoisinantes. Ne pas entraver les activités normales en cours sur les lieux.

7. Protection .1 Entreposer tous les matériaux et le matériel nécessaires la réalisation du projet afin d'éviter tout dommage.

.2 Remplacer tous les matriaux endommags durant le transport la satisfaction du représentant du Ministre et sans frais pour ce dernier.

8. Taxes et permis .1 Payer les taxes fdrales, provinciales et municipales applicables.

9. Facturation .1 L'entrepreneur doit aviser le représentant du Ministre avant chaque livraison.

.2 La facture doit comprendre les renseignements suivants :

1. Numro du contrat
2. Lieu des travaux
3. Description des travaux
4. Numro du projet
5. Quantits ventiles selon le tableau des prix unitaires

.3 L'entrepreneur doit fournir au reprsentant du Ministre deux (2) exemplaires de la liste de matriaux livrs sur les lieux, aux fins d'examen et de signature. Un (1) exemplaire sera conserv par le représentant du Ministre.

.4 En cas de litige, l'entrepreneur doit mettre tous les documents la disposition du Ministre afin de justifier les montants facturs.

SERVICES DE LABORATOIRES

1. Exigences connexes .1 Les exigences particulires d'inspection et de mise l'essai qui doivent tre ralises par le laboratoire d'essais dsign par l'ingnieur sont prcises dans diverses sections.

2. Nominations et paiement .1 L'ingnieur dterminera et paiera les services d'essais en laboratoire l'exception de ce qui suit :

.1 Les inspections et essais requis par les lois, ordonnances, rgles, rglements ou autres des autorits publiques.

.2 Les inspections et essais effectus exclusivement pour les besoins de l'entrepreneur.

.3 Les essais prciss qui doivent tre effectus par l'entrepreneur sous la surveillance de l'ingnieur.

.4 Les essais additionnels précisés au paragraphe 2.2.

.2 Lorsque les essais ou les inspections effectués par le laboratoire d'essais désigné indiquent que les travaux n'ont pas été effectués en conformité avec les exigences, l'entrepreneur devra défrayer les coûts supplémentaires engagés par l'ingénieur pour les essais et les inspections visant à vérifier l'acceptabilité des travaux corrigés.

3. Responsabilités de l'entrepreneur .1 Fournir la main-d'œuvre et les installations permettant de :

- .1 Donner accès aux ouvrages à inspecter et à mettre l'essai.
- .2 Faciliter les inspections et les essais.
- .3 Remettre en état les ouvrages endommagés lors des inspections et des essais.
- .4 Informer l'ingénieur suffisamment à l'avance de la tenue des opérations pour qu'il puisse prendre rendez-vous avec le personnel du laboratoire et établir le calendrier des essais.
- .5 Lorsque des matériaux doivent être mis à l'essai, expédier au laboratoire d'essais la quantité demandée d'échantillons représentatifs.
6. Payer les coûts des travaux exécutés pour mettre à découvert et remettre en état les ouvrages qui étaient couverts avant que les inspections ou les essais requis soient effectués et approuvés par l'ingénieur.

BOIS DE STRUCTURE

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Description .1 La présente section décrit les exigences visant la fourniture et la livraison de bois de structure.

1.2 Travaux connexes .1 Traitement du bois : Section 06300

1.3 Protection. 1 éviter d'échapper le bois d'œuvre traité et d'endommager ou de casser les fibres du bois.

.2 éviter de briser les surfaces du bois d'œuvre traité.

1.4 Livraison et entreposage

.1 Le bois d'œuvre doit être entreposé l'horizontale et support de façon uniforme sur des piles claires-voies pour permettre la circulation d'air lorsque le bois est entreposé pendant une longue période.

.2 Durant la manutention, les pices de bois longues doivent être supportées en un nombre suffisant de points répartis à intervalles appropriés, afin d'éviter tout dommage attribuable à une flexion excessive.

.3 Pour la manutention du bois traité, utiliser des lingues faites de corde de chanvre, de manille ou de sisal, ou tout autre dispositif de fixation approuvé qui n'endommagera pas la surface du bois traité.

.4 Ne pas utiliser d'outils tranchants et pointus pour manipuler le bois traité; cette méthode de manutention peut entraîner le refus du bois.

1.5 Mesure aux fins de paiement

.1 Bois d'échantillon traité et non-traité : Le bois d'échantillon traité et non traité sera mesuré au mètre cube de bois chargé, livré et déchargé divers endroits, Terre-Neuve-et-Labrador. Aux fins de mesure, consulter les catégories indiquées dans le Tableau des prix unitaires.

.2 Pieux et poteaux en bois traité : Les pieux et poteaux en bois traité seront mesurés au mètre linéaire de bois chargé, livré et déchargé divers endroits, Terre-Neuve-et-Labrador. Aux fins de mesure, consulter les catégories indiquées dans le Tableau des prix unitaires.

.3 Transport : Tous les matériaux seront FAB destination dans les diverses zones géographiques, Terre-Neuve-et-Labrador. Les coûts de transport seront calculés depuis les diverses

zones géographiques indiquées dans l'offre commandes en fonction des coûts de transport décrits ci-dessous.

.4 Coûts de transport : Les coûts de transport seront déterminés en fonction des zones géographiques indiquées dans l'offre commandes. Un taux par kilomètre s'ajoutera pour toute livraison à l'extérieur des zones métropolitaines indiquées pour chaque zone géographique. Les livraisons au Labrador pourraient occasionner des frais de traversier, qui seront indiqués séparément sur la facture. Une fois que le bois d'œuvre aura atteint sa destination, les opérations de déchargement et les frais connexes seront assumés par le fournisseur.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 Bois d'uvre

.1 Bois d'uvre : Utiliser du bois classifi et estampill conformément aux rglements et normes de classification applicables des associations ou agences homologues pour la classification du bois par le Conseil d'accrditation de la Commission canadienne de normalisation du bois d'uvre de la CSA.

.2 Essences :

- .1 Bois de rsineux : Pruche ou Douglas
- .2 Bois dur : Bouleau ou rable
- .3 Platelage : Sapin, pinette ou pruche de l'Est
- .4 Poteaux pour services publics : Pin rouge, pin des marais, pin tordu ou Douglas ctier, conformément la norme CSA O15 90.
- .5 Bois d'uvre pour services publics : Bouleau ou pruche

.3 Qualit : Qualit de structure n 1.

.1 Tous les poteaux doivent tre marqus sur le ct conformément la norme CAN/CSA-O15-90, article 5.5.2, de l'Association canadienne de normalisation, l'aide d'une tiquette mtallique marque au poinon, encastre dans le poteau et situe 1,8 mtre du niveau du sol, tel que l'indique le tableau 1 de la norme CAN/CSA-O80.8-97.

.2 En plus des exigences de marquage sur le ct, conformément la norme CAN/CSA-O15-90, article 5.5.2, de l'Association canadienne de normalisation, un code de trois lettres représentant le mois du traitement doit tre ajout l'tiquette mtallique marque au poinon. Les codes de trois lettres représentant les mois sont indiqus au tableau 1.

Jan	Janvier	Jul	Juillet
Feb	Fvrier	Auq	Aot
Mar	Mars	Spt	Septembre
Apr	Avril	Oct	Octobre
May	Mai	Nov	Novembre
Jun	Juin	Dec	Dcembre

.3 Le bout des poteaux doit porter une tiquette indiquant le code ou la marque de commerce du fournisseur, l'essence du poteau, l'emplacement de l'usine et l'anne de traitement, ainsi que la catgorie et la longueur du poteau, conformément la norme CAN/CSA-O15-90, article 5.5.1, de l'Association canadienne de normalisation.

.4 Organisme de classification : CNCS

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-132633/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

xaq031

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E0224-132633

XAQ-2-35138

.5 Traitement de prservation :

.1 Traitement conforme la norme CSA-O80, pour les eaux ctires, et la section 06300. Le bois d'uvre sera trait la longueur requise. Le dcoupage inutile sur place sera interdit.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Livraison .1 Tous les matériaux seront livrés et déchargés divers endroits, Terre-Neuve et Labrador.

.2 La livraison est habituellement requise dans les deux (2) semaines suivant la réception de la commande subséquente. L'occasion, la livraison peut être requise dans une période d'une (1) semaine.

TRAITEMENT DU BOIS

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Description .1 La présente section décrit les exigences relatives au traitement de préservation par imprégnation sous pression, conformément à la norme CSA-O80.

1.2 Travaux connexes .1 Bois de structure : Section HC02380

1.3 Normes de référence .1 Norme CSA-O80-97 Préservation du bois ou la plus récente version en vigueur au moment de l'appel d'offres.

.2 Règles de classification pour le bois d'œuvre canadien de la CNCS, 1980, ou la plus récente version en vigueur au moment de l'appel d'offres.

.3 Norme CSA-O15-90 Poteaux et poteaux renforts en bois pour les services publics ou la plus récente version en vigueur au moment de l'appel d'offres.

1.4 Contrôle de la qualité à la source

.1 L'entrepreneur doit soumettre pour approbation au représentant du Ministre le nom de la personne (ou de l'entreprise) de qui il entend acheter le bois d'œuvre dans le cadre du contrat et, si le bois est traité, l'emplacement de l'usine où le bois sera traité. Ces renseignements doivent être soumis dans les sept (7) jours suivant l'attribution du contrat.

.2 L'entrepreneur doit donner un avis écrit de deux (2) jours au représentant du Ministre avant de procéder à tout traitement de préservation. L'entrepreneur doit indiquer le moment et l'endroit du traitement. Il doit faciliter le processus d'inspection par le représentant du Ministre et, malgré l'avis de traitement de l'entrepreneur et peu importe si le processus est inspecté ou non par un mandataire du représentant du Ministre au moment et l'endroit du traitement, le représentant du Ministre se réserve le droit de rejeter, au lieu de livraison, une partie ou la totalité du bois d'œuvre qui ne respecte pas les exigences du devis.

.3 L'inspection et les essais effectués par le représentant du Ministre ne dégagent pas l'entrepreneur de sa responsabilité contractuelle d'assurer le contrôle de la qualité.

.4 Les matériaux seront traités et fournis selon les longueurs et les tailles indiquées dans chaque commande subséquente.

1.5 Mesure aux fins de paiement .1 Aucune mesure aux fins de paiement ne sera effectuée dans le cadre de la présente section. Le travail prévu par la présente section sera jugé accessoire aux travaux.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 Traitement de prservation .1 Traiter l'arsniate de cuivre ammoniacal (ACA), l'arsniate de cuivre chromat (ACC), au pentachlorophnol ou l'aide d'un autre produit de traitement approuv, conformément la norme CSA-O80 M1983, norme de traitement O80.18, tableau 1 et les normes qui s'y rapportent, selon les valeurs de rtention minimales suivantes :

Essences ACA
kg/m3 ACC
kg/m3

Bois d'chantillon

- Douglas 30 30
- Pruche de l'Est ou pruche occidentale 30 30
- Bouleau ou rable Traiter jusqu'au refus
- Pruche, Douglas (platelage) 24 24

Pieux en bois ronds

- Douglas ctier 30 30
- Pin rouge 30 30
- Pin gris 30 30
- Pin des marais 30 30

Bois d'uvre pour services publics

- bouleau ou pruche, prcoup et perc selon les normes de l'industrie 6,4 s. o.

*Le bouleau et l'able doivent tre schs l'air pendant six (6) mois l'abri des intempries ou schs au schoir.

Essences ACA Pentachlorophnol

Poteaux pour services publics

- Douglas ctier 9,6 7,2
- Pin rouge 9,6 6,4
- Pin tordu 9,6 9,6
- Pin des marais s. o. 4,8

2.2 Matériaux .1 Pieux en bois ronds : Conformes la norme CAN3-056 M79 pour les pieux nettoys et corcs, avec un bout d'au moins 300 mm et une pointe d'un diamtre variant en fonction de la longueur.

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-132633/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

xaq031

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E0224-132633

XAQ-2-35138

.2 Poteaux en bois ronds : Conformes la norme CSA-O15-97, mécaniquement corcs. Toutes les catégories et les longueurs de poteau standard de l'industrie des services publics doivent être disponibles. Le traitement doit respecter les valeurs d'analyse, de pénétration et de rétention du tableau 1 de la norme CSA O80.4 97.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Traitement sur le terrain .1 Le traitement du bois d'uvre sur le terrain est interdit.

.1 Manipuler les matriaux traits sous pression de manire viter tout dommage qui pourrait exposer des parties non traites. Les matriaux endommags pourraient tre rejets et remplacs aux frais de l'entrepreneur.

3.2 Contrle de la qualit sur le terrain

.1 Le bois d'uvre pourri, les fentes qui exposent le bois non trait, une quantit excessive de flaches ou le bois d'uvre qui ne peut tre redress de manire tre structurellement solide sont inacceptables.

.2 Le representant du Ministre se rserve le droit d'effectuer sur le terrain des essais de pntration et de rtention des produits de prservation sur le bois d'uvre trait. Le bois d'uvre qui ne respecte pas les exigences du devis peut tre rejet en vertu du contrat.